

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 62 (1982)
Heft: 1

Rubrik: Coup d'œil sur l'économie franco-suisse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Coup d'œil sur l'économie franco-suisse

Une étude comparée de l'évolution des prix à la consommation en France et en Suisse permet de constater en ce début d'année 1982 que la tendance à la hausse demeure nettement plus forte en France qu'en Suisse. En effet, dans ce dernier pays, l'indice rapporté à la consommation des ménages – d'ailleurs périodiquement contesté aussi bien d'un côté du Jura que de l'autre – a doublé entre le début de l'année 1966 et la fin de l'année 1981, donc en seize ans, tandis qu'en France le doublement est intervenu en six ans, entre le début de 1975 et la fin de 1981.

Les facteurs qui sont à l'origine de cet écart sont évidemment multiples. Mais l'évolution des coûts de la main-d'œuvre semble avoir une importance déterminante. Ainsi, de 1966 à 1975, les salaires et charges dans les industries mécaniques et électriques françaises ont très exactement triplé, tandis qu'en Suisse ils ont à peine doublé. Puis, de 1975 à fin 1981, les salariés français ont vu leur coût doubler, alors qu'en Suisse l'accroissement était de l'ordre de 20%. Sans exclure les autres facteurs – coût du crédit, productivité des entreprises, charges fiscales et parafiscales, etc. – l'évolution des salaires pourrait avoir joué un rôle majeur dans l'évolution générale des prix. L'idée du gouvernement français, qui consiste à « programmer » à l'avance une hausse modérée des rémunérations, afin d'atténuer les anticipations haussières, pourrait avoir pour effet de ralentir le mouvement. Un effet analogue est obtenu en Suisse par les divers mécanismes contractuels d'indexation. Il n'en demeure pas moins que le problème majeur découle des habitudes « inflationnistes » qui, en France, bénéficient sans doute d'une longévité plus robuste qu'en Suisse.

Aussi bien en 1980 qu'en 1981, les filiales françaises des sociétés chimiques suisses ont participé pour plus d'un dixième à l'excédent commercial de l'industrie chimique française. C'est ce qui ressort d'une analyse des résultats du commerce extérieur à laquelle a récemment procédé M. Jean-Claude Achille, Président de l'Union française de l'industrie chimique. Sur les 179 milliards de francs français de chiffres d'affaires réalisés en 1981 par les industries chimiques et pharmaceutiques, 36% ont été obtenus à l'exportation. Le solde extérieur des échanges chimiques et pharmaceutiques était actif de 10,8 milliards de francs en 1980 et de 14,4 milliards en 1981. Pour ces deux années, les filiales françaises de sociétés suisses y ont contribué, par leurs exportations, pour plus d'un dixième : 1,36 milliard en 1980 et 1,53 milliard en 1981.

Tout comme en France, les prix pharmaceutiques accusent en Suisse un certain retard par rapport à l'évolution générale des prix à la consommation et également par rapport aux prix de la santé. Depuis la révision de l'indice suisse des prix en 1977, les enquêtes mensuelles portent sur les médicaments délivrés sur ordonnance et les médicaments en vente libre qui appartiennent aux 18 groupes de produits thérapeutiques réalisant le plus grand chiffre d'affaires. Or, de septembre 1977 à décembre 1981, l'indice des prix du médicament établi sur cette base a enregistré une hausse de 4,7%, alors que l'indice général des prix à la consommation a progressé de 15,4% et celui des tarifs hospitaliers de 30,9%. Ainsi, si la hausse de l'indice des produits et prestations relatifs à la santé humaine a connu globalement

une hausse de 15,9%, ce chiffre recouvre en réalité des situations très différentes. Seules, avec une hausse de 14,1%, les prestations médicales se sont inscrites dans la tendance médiane entre les produits pharmaceutiques et les tarifs hospitaliers.

En 1981, les emprunts contractés par des collectivités et des entreprises françaises sur le marché suisse des capitaux ont atteint le total de 2 638,5 millions de francs suisses, soit le montant annuel le plus élevé enregistré depuis la guerre. Le record précédent, 2 390 millions, remontait à 1979, alors qu'en 1980 ces emprunts avaient totalisé 1 923 millions de francs suisses. Il s'agit bien là d'une évolution importante qui intéresse aussi bien le système bancaire suisse que les emprunteurs français. Pour l'un, la clientèle française est réputée bonne débitrice; pour les autres, le marché suisse, avec ses taux d'intérêt inférieurs d'environ 50% aux taux pratiqués en France, garde d'excellents atouts.

Au total, les exportations suisses de capitaux ont, elles aussi, atteint dans l'ensemble un record en 1981: elles se sont élevées à 32,4 milliards de francs suisses, contre 23,3 milliards l'année précédente et 26,9 milliards en 1979. Il n'est pas sans intérêt de constater une certaine constance dans la relativité entre le total des exportations suisses de capitaux et les emprunts contractés par la clientèle française. En effet, cette dernière représentait 8,88% des capitaux exportés par la Suisse en 1979, 8,25% en 1980 et 8,13% en 1981. Exactement un cinquième des exportations suisses de capitaux était destiné, en 1981, aux pays en voie de développement.

LA MAISON DU VALAIS
SPECIALITES SUISSES

Une idée originale pour
DEJEUNER ET DINER

20, R. ROYALE 8° • 260.22.72

Fermé le Dimanche

